Le bien-être des enfants[1] exige des actes politiques

Plaidoyer
Version intégrale

Les enfants vont mal. Les études se multiplient, les constats sont préoccupants et les professionnels de terrain tirent la sonnette d'alarme.

Mais à part eux qui s'en soucie vraiment ?! Si nos décideurs politiques mettent réellement les enfants et les jeunes au centre de leurs préoccupations, cela doit se traduire par des actes concrets ou alors qu'ils aient le courage de reconnaître que l'enfant ne compte pas.

Les enfants sont les adultes de demain. En prendre soin aujourd'hui, c'est garantir une société plus juste demain où chaque citoyen trouve sa place dans la collectivité.

NOS CINQ EXIGENCES POLITIQUES

1. Placer l'intérêt supérieur de l'enfant au cœur des politiques publiques

Nous dénonçons une approche où l'enfant cesse d'être considéré comme un être à part entière pour devenir une simple variable d'ajustement budgétaire et un paramètre d'organisation économique du temps des parents. Nous exigeons que l'intérêt supérieur de l'enfant soit replacé au cœur des politiques publiques et que les budgets dédiés visent prioritairement l'épanouissement et le bien-être des enfants et des jeunes, hors de toute logique institutionnelle ou comptable.

NOUS REVENDIQUONS :

- Des moyens budgétaires à la hauteur des enjeux et des exigences liés à l'intérêt supérieur de l'enfant
- Une étude d'impact obligatoire avant toute réforme ou décision politique, évaluant ses conséquences sur les publics concernés et réalisée avec leur participation directe
- Une coordination effective entre les différents niveaux de pouvoir et les compétences liés de près ou de loin à l'enfance et la jeunesse.

2. Reconnaître les enfants comme des acteurs à part entière des décisions qui les concernent

Nous dénonçons une société qui prétend placer l'enfant au centre de ses préoccupations, mais qui continue trop souvent à prendre des décisions sans lui donner la possibilité de s'exprimer.

NOUS REVENDIQUONS :

- L'obligation d'associer les enfants et les jeunes à l'élaboration et à l'évaluation des politiques qui les concernent et de leur faire un retour officiel sur la manière dont leurs propositions ont été prises en compte.
- Des dispositifs adaptés de participation accessibles à tous, y compris aux enfants les plus éloignés des lieux de décision.
- Des moyens humains et financiers pour développer les dispositifs de participation.

3. Organiser une société qui respecte les besoins et les rythmes des enfants

Nous dénonçons la pression exercée sur les enfants, à qui l'on demande toujours davantage de performances et d'adaptation, et ce au détriment de leur bien-être.

---

1. Le terme « enfant » est utilisé conformément au regard de la CIDE et donc comprend les enfants de 0 à 18 ans.

NOUS REVENDIQUONS :

- Une réforme des rythmes scolaires qui tienne compte prioritairement des besoins de l'enfant avant ceux de la société et qui reconnait le jeu, le repos, la créativité et les loisirs comme des besoins fondamentaux.
- Des mesures concrètes contre la pression scolaire, le harcèlement, les violences et les discriminations.
- L'accessibilité de chaque enfant à des activités culturelles, sportives, créatives et éducatives de qualité dans ou en dehors de l'espace public.
- Une politique éducative valorisant le plaisir d'apprendre, la coopération et le droit à l'erreur.

4. Donner les moyens de combattre les inégalités sociales et d'accessibilités

Nous dénonçons les inégalités sociales et d'accessibilités qui privent encore trop d'enfants de conditions de vie dignes, de loisirs et d'activités éducatives.

NOUS REVENDIQUONS :

- Des politiques ambitieuses et financées de lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales.
- Une accessibilité financière et géographique garantie à des lieux d'accueil éducatifs de qualité.
- Des moyens structurels pour les milieux accueillant les publics les plus fragilisés.
- Un meilleur accès à la prévention et aux soins en santé mentale, notamment pour les enfants les plus vulnérables.

5. Donner les moyens aux Ecoles de Devoirs d'exercer toutes leurs missions

Nous dénonçons le décalage entre le discours politique de l'intérêt des Écoles de Devoirs et la fragilité des moyens qui leur sont accordés.

NOUS REVENDIQUONS :

- Un financement structurel, pérenne et suffisant couvrant les coûts réels d'emplois et de fonctionnement garantissant l'ensemble de leurs missions.
- Des moyens spécifiques adaptés aux besoins des enfants et aux réalités des structures.
- Le financement du temps de préparation, de formation, de coordination, de concertation et de partenariat.

Conclusion : STOP aux déclarations d'intention, passons aux actes !

- **Nous exigeons que les Droits de l'Enfant deviennent une priorité politique traduite dans les actes.**
- **Nous refusons que le bien-être des enfants reste une priorité dans les discours et une variable d'ajustement dans les budgets.**
- **Nous refusons que les EDD et les autres associations répondent à des besoins croissants avec des moyens toujours plus fragiles.**
- **Nous attendons des décisions précises, accompagnées de moyens budgétaires, d'un calendrier et d'engagements vérifiables.**
- **Les enfants ne peuvent pas attendre que les conditions budgétaires soient favorables pour avoir le droit de bien grandir.**

« Soyons réaliste, demandons l'impossible ! » (Che)